

Vincent Bouhier

Maître de conférences HDR en Droit public, Université d'Évry Val d'Essonne

TITRES UNIVERSITAIRES

21 décembre 2012 **Habilitation à diriger des recherches (HDR)**

Sujet de mémoire : *L'efficacité de la norme en droit de l'Union européenne*, sous la direction de Monsieur le professeur Stéphane DE LA ROSA, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis.

10 juin 2005 **Docteur en droit public (mention très honorable avec les félicitations du jury)**

Sujet de thèse : *La défense commerciale de la Communauté européenne. Du bien-fondé d'un instrument identitaire*, sous la direction de Monsieur le professeur Joël BOUDANT, soutenue le 10 juin 2005, Université de Nantes.

FORMATION

2005 **Doctorat de droit public** de l'Université de Nantes (mention très honorable avec les félicitations du jury).

1997 **DEA en droit communautaire et européen** : Université Paris I, Panthéon – Sorbonne.

1996 **Maîtrise de droit communautaire et européen** : Université de Nantes (mention assez bien).

FONCTIONS UNIVERSITAIRES, PÉDAGOGIQUES & ADMINISTRATIVES

Septembre 2013 **Maître de conférences HDR** à l'Université d'Évry Val d'Essonne.

2006-2013 **Maître de conférences** à l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis.

2014 Élu au Conseil d'administration de l'Université

2014 Création et direction de la Double licence Droit-Economie, L1 et L2

2013 Directeur du Master 2 Droit des collectivités territoriales à l'Université d'Évry

ACTIVITÉS EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT & DE RECHERCHE

- **Droit constitutionnel** : Conférences de méthode en L1 de la double licence Droit-Economie (depuis 2014).

- **Droit de l'Union et collectivités territoriales** : Cours magistral en Master II mention droit des collectivités territoriales (depuis 2005).

- **Droit de la concurrence interne et communautaire** : Cours magistral en Master I (depuis 2012).

- **Droit des contrats publics** : Cours magistral en master I (depuis 2011)

- **Droit du contentieux de l'Union européenne** : Séminaire en Master II mention Carrières judiciaires et droit des contentieux (depuis 2012)

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE :

Travaux réalisés :

Ouvrages

- *La défense commerciale de la Communauté européenne. Du bien-fondé d'un instrument identitaire.* Préf. Joël BOUDANT, coll. FEDUCI, Bruylant, 2011, 719 pp. [[joint au dossier](#)].

Ouvrages collectifs

- *100 questions en libertés et droits fondamentaux*, Coll. 100, Sirey, sept. 2010 (en collaboration avec Caroline LACROIX, *Maître de conférences à l'Université de Haute Alsace*).

- *La notion d'espace public en droit de l'Union*, in *Droit et espace(s) public(s)*, sous la direction d'Olivia BUI-XUAN, Fondation Varenne, LGDJ, 2012, p. 83-92.

- *Les faits économiques dans le cadre des mesures de défense commerciale*, in *Les utilisations des faits économiques dans le droit de l'Union européenne*, sous la direction du professeur Philippe MADDALON, Coll. Cahiers européen, Pedone, 2013, n° 3, p. 127-143.

Articles

- *De l'exception à la généralisation des contrats à durée indéterminée dans la fonction publique*, *Les Petites Affiches*, 2 février 2006, n°24, p. 4-13.

- *Transfert d'activité : incertitudes sur le contenu des contrats à durée indéterminée de droit public proposés*, *RFDA*, novembre-décembre 2006, n°6, p. 1213-1218.

- *Communication de la Commission. Un Livre vert sur la défense commerciale fondé sur l'ambiguïté*. *RDAL*, mai 2007, n°3, p. 359-367.

- *Commentaire de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 17 avril 2007, AGM.-COS.MET Srl contre Tarmo Lehtinen, C-470/03, RTDE*, décembre 2007, n°4, p. 708-719.

- *Droit à communication du dossier : obligation d'information préalable à toute sanction. Conseil d'État, 1^{er} décembre 2008, n°312471, Commune de Saint Joseph, Lamy Collectivités territoriales*, avril 2009, n°45, p. 31.

- *Commentaire de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 14 juin 2007, Commission contre Belgique, C-422/05, RAE*, 2007-2008, n°2, p. 421-428.

- *L'irrégularité de la procédure de communication du dossier conditionnée à la date de consultation. Conseil d'État, 3 juillet 2009, n°300098, Syndicat mixte de gestion du parc naturel régional du Verdon, Lamy Collectivités territoriales*, octobre 2009, n°50, p. 14-17.

- *Un contrôle renforcé mais restreint en matière d'évaluation d'une aide d'État. Cour de justice, 2 septembre 2010, Scott SA, C-290/07P, Lamy Collectivités territoriales*, mars 2011, n°66, p. 15-18.

- *L'autonomie contrariée des États membres dans le domaine des relations extérieures Cour de justice, 20 avril 2010, Commission européenne contre Royaume de Suède, C-246/07*.

- *Droit de la concurrence : le principe de l'accès aux documents à la clôture des procédures. Commentaire de l'arrêt CJUE, 21 juillet 2011, Suède, MyTravel contre Commission européenne, C-506/08, RAE*, 2011, n°3, p. 599-607.

- *La généralisation du caractère préalable de l'obligation d'interprétation conforme. Commentaire de l'arrêt de la CJUE, 24 mai 2012, Amia, C-97/11, RAE*, 2012, n°2, p. 433-441.

- *Autonomie et portée de la notion d'intervention significative. Commentaire de l'arrêt CJUE, 19 juillet 2012, Conseil contre Zhejiang Xinan Chemical Industrial Group Co. Ltd, aff. C-337/09P, RAE*, 2012 n°3, p. 671-679.

- *Les faits économiques dans le cadre des mesures de défense commerciale, dans Les utilisations des faits économiques dans le droit de l'Union européenne*, Coll. Cahiers européen, Pedone, n°3, 2012.

- *Interprétation conforme en droit de l'Union et réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel : Regards croisés*, *Revue Constitutions*, avril-juin 2013, p. 195-200.

- *L'autonomie procédurale : les contours évolutifs d'un principe dans le cadre de la répétition de l'indu*, numéro spécial sur la répétition de l'indu, *RUE*, septembre 2013, p. 481-488.

- *Produit nouveau : l'interprétation stricte du champ d'application matériel des règlements antidumping. Commentaire de l'arrêt de la Cour de justice du 18 avril 2013, aff. C-595/11, Steinel Vertrieb GmbH, RAE*, 2013 n°2, p. 385-393.

- *Le difficile développement des compétences de l'Union dans le domaine du bien-être des animaux*, *Revue semestrielle de droit animalier*, 2013, n°1, p. 353-366.
- *Accès et restrictions des pays tiers aux contrats de concession dans l'Union européenne : quelle place pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices ?*, *JCP A*, 5 mai 2014, 2139.
- *Chronique le droit de l'énergie dans l'Union européenne pour l'année 2012*, en collaboration avec le professeur Claire VIAL, *ADUE*, 2014.
- *Les contrats de concession de l'Union européenne : vers un accès conditionné des offres de pays tiers*, dans *L'encadrement des concessions par le droit européen de la commande publique. Les apports de la directive 2014/23/UE sur l'attribution des contrats de concession*, sous la direction de Stéphane De la Rosa, Collection Trans Europe Experts, Volume 10, décembre 2014, p.73-86.
- *L'inspection du travail et l'Union européenne : Une convergence d'objectifs*, *Droit ouvrier*, février 2015, n°2.
- *Chronique le droit de l'énergie dans l'Union européenne pour l'année 2013*, en collaboration avec le professeur Claire VIAL, *ADUE*, mars 2015.
- *Chronique le droit de l'énergie dans l'Union européenne pour l'année 2014*, en collaboration avec le professeur Claire VIAL, *ADUE* (à paraître 2015).
- *Contrats publics : réception des directives en droit français*, *Mélanges en l'honneur d'Olivier Févrot*, Ed. La mémoire du droit, 2015 (à paraître).